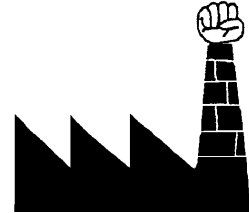


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Soyez réalistes !

Par des processus qui ne sont pas encore tous élucidés, l'idéologie dominante parvient à transfigurer presque toutes les tares et contradictions du système pour les graver dans les esprits sous la forme d'indépassables merveilles; tout juste nous concède-t-on, parfois - quand la monstruosité ne peut décidément pas être embellie - qu'on a affaire à une incontournable fatalité.

Le foot n'est plus qu'une entreprise d'abrutissement à l'échelle planétaire où tout est récupéré pour être vendu à des tarifs hallucinants, de Nike à Zidane en passant par la moindre fraction de seconde de publicité télévisée ?... *Soyez compréhensifs et réalistes ! Ne ratez pas l'occasion de participer à cette fantastique aventure sportive où les peuples se retrouvent pour fraterniser devant les caméras du monde entier!...*

La télé, parlons-en : se planter devant un petit écran plus de trois heures et demie quotidiennement ne peut que déstructurer les esprits et les soumettre aux valeurs libérales ?... *Non, soyez réalistes ! La télévision est d'abord un formidable outil de divertissement et d'information !...*

L'information n'est plus qu'une vaste entreprise de conditionnement soumise aux exigences des groupes industriels et financiers qui contrôlent les grands médias ?... *Ouvrez les yeux et soyez réalistes ! On n'est plus au temps de l'ORTF où l'Elysée dictait le contenu du journal télévisé de 20 heures; l'information, désormais libre et diversifiée, protège et nourrit notre démocratie !...*

Quelle démocratie ? Celle où les médias aux ordres font tout pour orienter l'issue d'un référendum et où les gouvernants, sous les mêmes ordres, agissent à l'opposé des choix exprimés ?... *Soyez plus nuancés et réalistes ! Une démocratie aussi médiocre que cela n'attirerait pas tant de candidats; et des candidats d'extrême-gauche, s'il vous plaît !...*

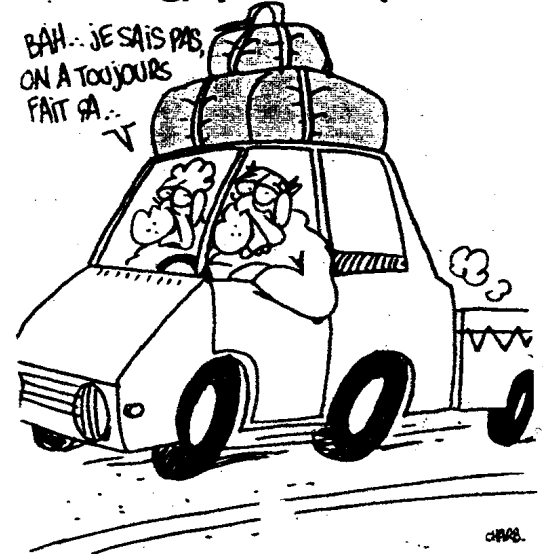
Quelle démocratie ? Celle où les dirigeants syndicaux acceptent d'effarants reculs sociaux, - quand ils n'y collaborent pas activement - résignés à faire avaler à leur base toutes les régressions qu'à l'avenir le système leur demandera de 'négocier' ?... *Soyez r-é-a-li-stes : vous savez bien qu'ils ne peuvent pas faire autrement ! D'ailleurs, tous les militants vous le diront : pour commencer, la meilleure des choses à faire est d'adhérer à un syndicat !...*

"Le prolétariat est révolutionnaire, ou il n'est rien" disait Marx. On pourrait en effet citer à l'infini des exemples illustrant ce formatage des esprits aux effets démultipliés par un phénomène désespérant d'auto-intoxication qui anéantit le prolétariat pourtant réapparu à l'occasion d'un début de rébellion il y a quelques semaines. Alors ?... Soyons réalistes et imaginons l'impossible pour que des luttes auto-émancipatrices surgissent et s'installent enfin durablement ! Cet effort d'imagination prend neuf pages de ce numéro d'ACC, où on vous propose, avec d'autres, de "Penser le communisme, le socialisme aujourd'hui".

Nous n'aurons pas la naïveté de croire que dessiner de telles perspectives est suffisant. Mais c'est sûrement nécessaire.

POURQUOI PARTEZ-VOUS EN VACANCES ?

BAH... JE SAIS PAS, ON A TOUJOURS FAIT ÇA...



L'élaboration du projet de revue en ligne, consacré à l'actualité du communisme, engagé au cours de l'année dernière conjointement par ACC, Carré Rouge, l'Émancipation sociale ainsi que par les camarades helvétiques du site A l'Encontre, dont nous avons déjà rendu compte dans nos précédents numéros, se poursuit. Lors de la dernière réunion qui s'est tenue à Nyon les 19 et 20 mai dernier, et qui a réuni près d'une cinquantaine de participants, le texte d'orientation de cette revue a été discuté sur plusieurs de ses points. Certains d'entre eux sont encore susceptibles d'être modifiés, sans que les grandes lignes de ce texte soient cependant destinées à bouger. Car celles-ci ont fait l'objet d'un accord assez large entre l'ensemble des participants. La version que nous publions ici est donc "quasi définitive".

Signalons enfin qu'à l'issue de la réunion de Nyon, il a été décidé, une fois le site de la revue rendu opérationnel, d'y ouvrir deux ateliers, consacrés l'un à la question de la guerre dans le contexte de la phase actuelle de 'mondialisation' du capitalisme, l'autre à l'analyse des formes d'auto-activité dans les luttes aujourd'hui. Nous en rendrons compte dans les prochains numéros d'ACC.

Penser le communisme, le socialisme aujourd'hui

Militantes et militants des collectifs qui publient *A Contre-Courant*, *Carré Rouge*, *L'Émancipation sociale*, ou liés à la revue/site *A l'Encontre* de Suisse, nous avons décidé de mettre nos capacités en commun pour mener un travail à caractère théorique et politique sur l'**actualité du communisme** (ou, si certains préfèrent, du **socialisme**, qui lui est synonyme dans son sens fort et entier). Nous avons également décidé de nouer des contacts avec celles et ceux qui poursuivraient un objectif analogue, et de leur proposer d'engager un travail commun ou d'entretenir des échanges plus ponctuels. L'objet du présent texte est d'expliquer ce qui nous pousse à entreprendre ce travail, de souligner les immenses difficultés qu'il comporte et d'esquisser une première tentative pour en ordonner le champ.

La compréhension commune qui nous unit est l'idée que l'**horizon décisif de l'engagement politique** (qui vient ensuite *éclairer* l'activité militante sous toutes ses facettes) est celui de l'**émancipation sociale, synonyme d'émancipation humaine**. Comprise comme **auto-émancipation collective**, reposant sur l'**auto-activité et l'auto-organisation** sous toutes leurs formes, elle a pour objet la construction d'une société mondiale constituée de peuples qui ne connaîtraient plus de division en classes, et qui auraient démantelé ou détruit l'État – l'État que les opprimés ont dû affronter au 19^e siècle, que l'on retrouve sous des formes plus terribles encore au 20^e, ce même État auquel les peuples doivent aujourd'hui s'affronter dans des conditions orwelliennes, infiniment aggravées. Dans ces conditions, l'émancipation du prolétariat ne peut être qu'une auto-émancipation. Dans la mesure où elle est « l'œuvre des

travailleurs eux-mêmes », elle est conquise par eux et elle crée dans le même mouvement les conditions d'une émancipation de l'ensemble de l'humanité.

Ce but de l'émancipation sociale compris ainsi a été partagé par tous les courants qui ont fondé ensemble le mouvement ouvrier au 19^e siècle. Au-delà de leurs divergences puis de leurs scissions, ce but a été l'horizon commun des militant-e-s qui ont uni leurs forces pour fonder l'Association internationale des travailleurs (AIT). Puis, membres de la Deuxième internationale pour certains,

tagé de leur engagement la base d'un travail politique commun, notamment dans les syndicats.

Aujourd'hui, la conception de l'émancipation sociale comme constituant l'horizon de l'engagement politique, a reculé de façon dramatique dans le milieu où elle est née et qui l'a longtemps portée, à savoir le mouvement ouvrier. Elle est sous-jacente à l'engagement de beaucoup des participants aux Forums sociaux mondiaux venant de pays dans lesquels les paysans et les opprimés se sont organisés, dans des syndicats ouvriers ou à leurs côtés. Mais les aspirations à se donner l'émancipation sociale comme horizon y ont été marginalisées et frustrées. Le langage du « réalisme », c'est-à-dire de l'adaptation au capitalisme, a prévalu. Dans les pays capitalistes impérialistes, le but de l'émancipation sociale reste inscrit dans le programme politique de certaines organisations, de certains groupes politiques ou de certains collectifs appartenant aux courants fondamentaux de la pensée émancipatrice. Mais elle l'est sous des traits *formels et desséchés*. Or, ni l'émancipation sociale ni le communisme comme objectif ultime de l'engagement ne peuvent être momifiés ou subir des formes d'accaparement par des « avant-gardes » autoproclamées. **Il faut les faire vivre, donc les nourrir en permanence, dans un processus d'interaction avec les expressions d'auto-activité des exploité-e-s qui ne cessent de se renouveler ; cette auto-activité modifie les conditions du combat et change aussi les êtres humains.**



et de divers regroupements libertaires pour d'autres, ils ont continué à poursuivre ce même objectif, à braquer leurs regards et à engager leurs volontés vers ce même horizon. Séparés par une interprétation antagonique d'événements cruciaux, séparation aggravée à certains moments par des affrontements politiques directs sévères, certains des héritiers des deux courants ont tenté de façon répétée de faire du fondement par-

Il existe actuellement un besoin criant de démontrer la pertinence de ces objectifs et de les reformuler. L'expérience historique des tentatives concrètes dites de *transition au socialisme* exige d'être analysée à fond (cette analyse n'a été qu'à peine esquissée). Héritiers lointains, mais héritiers quand même, de ceux qui

Les formes actuelles de la question «socialisme ou barbarie»

ont affronté la répression stalinienne et connu les poteaux d'exécution et le Goulag, nous en apprécions pleinement l'impérieuse nécessité. Mais cette exigence concerne aussi bien le présent que l'avenir. Ce qui impose ce travail, ce sont les défis nouveaux (jamais pensés et/ou négligés jusque-là par les forces révolutionnaires) lancés à l'humanité par le régime de la propriété privée des moyens de production et par l'accumulation pour le profit. Faute d'être pensées dans des termes actuels, l'idée de l'émancipation sociale et la perspective du communisme deviennent des positions relevant de convictions privées, ou même d'une croyance, dont des militants font état dans l'intimité de petits cercles plutôt que dans la sphère politique publique.

Au moment où le 21^e siècle est engagé d'une façon dramatique, et où certains de ses traits catastrophiques majeurs sont discernables avec un degré assez élevé de certitude, nous voulons participer, aux côtés de tous ceux et de toutes celles dont l'engagement politique est fondé sur ce socle, à un effort collectif pour (re)penser le communisme aujourd'hui et en montrer l'actualité et la nécessité. Cet objectif mérite que l'on mette entre parenthèses (ou que l'on accepte au moins de faire passer au second plan) les divergences qui peuvent exister entre celles et ceux qui veulent s'attacher à cette tâche, pour la mener sans prétention mais avec la conscience des nécessités de la situation.

L'activité militante quotidienne, concrète, que chacun développe ne peut qu'enrichir les débats, les échanges et les élaborations. Il est cependant devenu **urgent** de consacrer une partie de son temps et de son énergie à cette tâche politico-théorique, de façon à redonner à ceux et celles qui militent depuis des années la perspective indispensable du communisme, et surtout à pouvoir la transmettre aux nouvelles générations. Les luttes « quotidiennes », dès qu'elles sont un tant soit peu importantes (et elles tendent aujourd'hui à l'être toutes !) portent en elles une aspiration à une « autre société », à un « au-delà » du système capitaliste ; elles s'efforcent plus ou moins consciemment de « jeter un pont » vers cette autre société. C'est les amputer, et peut-être les désarmer, que de ne pas travailler à définir le point vers lequel doit être jeté ce « pont ».

L'alternative « socialisme ou barbarie » a été formulée il y a maintenant presque un siècle. Le cri d'alarme lancé par Rosa Luxemburg et d'autres révolutionnaires traduisait une modification radicale du sens du combat pour l'émancipation sociale, qui devenait un combat pour s'opposer à de terribles périls, autant que pour matérialiser des potentialités de progrès dans l'histoire. La « construction du socialisme » et l'image d'une « humanité marchant vers le progrès », forgée par le stalinisme et ses sous-produits, ont empêché que ce cri d'alarme soit pleinement compris. D'autres se sont efforcés de dissocier la compréhension d'Auschwitz de l'histoire du capitalisme et de ses convulsions. D'autres encore se sont attachés à tenter de nous convaincre que la supériorité militaire et nucléaire des États-Unis constituait la garantie de la « liberté » et de la « démocratie ». Nous devons aujourd'hui redonner tout son sens à ce cri : « socialisme ou barbarie », qui est plus que jamais fondé alors qu'après des décennies de crise chronique de l'économie et de la société capitalistes à l'échelle internatio-

sation sans limites du capital. « **L'union des travailleurs** » à tous les niveaux est devenue l'enjeu absolument central de l'activité militante. Il n'y a que l'union qui puisse faire reculer les périls, puis leur trouver des solutions plus durables ; et l'on pressent que cette union pourrait être construite sur la convergence de l'auto-activité que les dépossédés et les exploités déploient tous dans chacun de leurs pays, en réalité souvent dans chacun de leurs villages, de leurs villes, de leurs quartiers ou de leurs régions.

La coupure entre les sommets des classes possédantes et dominantes ainsi que des « élites politiques » qu'elles produisent, et la majorité de la population est redevenue incommensurable. Les dimensions parasitaires du capital financier trouvent l'une de leurs expressions dans les formes et les contenus de l'hyper-privatisation, en voie d'extension rapide, de la richesse produite par le travail, mais aussi des ressources « naturelles » de toutes sortes. Les nouvelles configurations de la ville (« sectorisation », ségrégations spatiales, phénomènes « d'entre soi », constitution de ghettos réservés aux différentes strates de la population) en sont une manifestation. Cette coupure va de pair avec cette sorte de véritable *déni* dont souffre la situation de la majorité de la population de la planète, avec, littéralement, l'oubli de populations entières (celles de l'Afrique, par exemple). La séparation des paysans producteurs du droit qu'ils ont jusqu'à présent eu d'utiliser leurs semences pour une nouvelle récolte, par le biais des OGM et de la propriété des brevets, est emblématique du contenu pratique, *existentiel*, de la séparation des producteurs de leurs moyens de production et de vie. Elle est caractéristique de mécanismes économiques et d'un personnel qui les personifie, situés en extériorité absolue aux conditions de vie de gens qui sont à peine reconnus comme vivant sur cette planète.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la décadence de l'État bourgeois dans de nombreux pays (entre autres ceux de la *périphérie*) et la perte de crédit comme de légitimité des institutions dites représentatives et démocratiques des pays impérialistes. L'essor rapide de tout un pan du droit international géré de manière privée par les grandes firmes (l'arbitrage) renvoie aux « règles de la gouvernance » proposées comme mode de gestion des organes étatiques ou proto-étatiques.

Les enjeux de la « question écologique »

L'horizon de l'humanité au 21^e siècle est celui d'une crise écologique mondiale d'une gravité exceptionnelle, dont tous les observateurs sérieux pressentent qu'elle sera un



nale, les menaces s'accroissent et se diversifient.

Le capital est parvenu à créer les conditions d'une terrible concurrence, des pays les uns contre les autres, mais aussi, au sein de chaque économie nationale, entre les prolétaires d'un même pays, pour « l'emploi », pour la vente de leur force de travail. Cette concurrence est le vecteur d'une véritable pandémie mortifère qui s'abat sur les prolétaires, sur « le monde du travail » comme on l'a longtemps nommé, et qui s'étend à tous ceux qui sont frappés par la paupérisation et la désaffiliation sociale pour satisfaire la soif inextinguible de valori-

facteur d'accentuation du militarisme et d'aggravation des menaces, pouvant aller jusqu'à l'usage d'une arme nucléaire « maniable » (miniaturisée, dite « tactique »). La perpétuation de l'hégémonie planétaire du capital financier conduit déjà ceux qui se prétendent les héritiers de la civilisation (forgée de façon contradictoire sous la domination de la bourgeoisie) à un comportement brutalement destructeur à l'encontre des forces humaines et des ressources socio-naturelles, qu'à sa manière, cette civilisation avait façonnées historiquement. De telle sorte qu'au cours du 21^e siècle, l'alternative risque bien de ne plus être entre le « socialisme » ou la « barbarie », mais entre le « communisme » et des formes inédites « d'anéantissement social ».

Pour peu qu'elle soit abordée comme question *planétaire*, la « question écologique » devient en effet **indissociable** de la « question sociale ». **Derrière les mots «écologie» et «environnement», il n'y a rien de moins que la mise en cause, dans un avenir désormais de plus en plus proche, de la pérennité des conditions de reproduction sociale de certaines classes ou groupes sociaux, de certains peuples, voire de certains pays tout entiers.** L'humanité occupe un espace planétaire doté d'un écosystème très fragile, dont l'existence a longtemps paru « aller de soi ». La vision des « rapports entre l'homme et la nature » de la Renaissance et des Lumières, héroïque quoique déjà ambiguë, a vite laissé place à celle, parfaitement *utilitaire* et à *courte vue*, façonnée par le positivisme bourgeois du 19^e siècle, dans laquelle l'homme (c'est-à-dire le capitaliste) peut exploiter la planète à sa guise. Cette approche a bénéficié plus tard du renfort de la politique et de l'idéologie stalino-scientiste (ce régime s'est purement et simplement débarrassé de théoriciens critiques très affûtés dans ce domaine). La question des « rapports à la nature » n'a pas fait non plus partie des domaines abordés par la pensée révolutionnaire, qui ne lui a pas consacré une critique politique et sociale aussi acérée que celle réservée à l'exploitation du prolétariat ou à l'oppression des dominé.e.s. L'indifférence totale vis-à-vis des questions touchant à l'écosystème planétaire a été partagée par les gestionnaires du capital financier comme par les « planificateurs » du « socialisme réel », soucieux des seules exigences d'un « développement » servant de support au pouvoir des couches sociales bureaucratiques, à leur domination et à leur exploitation des travailleurs.

L'alerte concernant les émissions de gaz à effet de serre, en particulier de CO₂, et le changement climatique a été donnée par les scientifiques depuis bientôt vingt ans (au tournant des années 1990). Elle n'a pas été entendue. L'anarchie de la production capitaliste ;

le fait que la réalisation du profit implique la nécessité de vendre, et donc de gaspiller les ressources de façon effrénée ; le besoin de valoriser le capital investi dans les industries qui constituent les piliers de la Bourse, donc de faire entrer la Chine et l'Inde, après l'Amérique latine et l'Asie du Sud-est, dans la « civilisation de l'automobile » et d'une urbanisation toujours plus discriminatoire et dévastatrice (quels qu'en soient les effets sur l'ensemble du territoire), tout cela a créé une situation marquée par une perte de contrôle de plus en plus totale des gouvernements. Mais dans beaucoup de cas, on est confronté aux conséquences directes d'une politique menée ouvertement au nom de la reproduction de la domination mondiale du capital financier. La destruction des équilibres et des ressources nécessaires à la vie se fait à un rythme qui s'accélère. En Afrique orientale et en Amérique andine, le réchauffement climatique et la crise de l'eau ont commencé à se mêler de façon inextricable. Toutes les études prévoient que ce sont les gens les plus démunis et les plus vulnérables qui seront frappés les premiers.



Dans les courants se revendiquant du socialisme révolutionnaire, la prise de conscience et la résistance politique et sociale aux graves atteintes portées *conjointement* aux exploité(e)s et à la nature ont été tardives et insuffisantes. Le retrait ou la frilosité sur ces questions ne sont plus de mise. **L'idée du communisme et sa nécessité doivent donc être pensées dans des conditions où c'est à ces questions qu'il faut répondre.** Avant qu'il ne soit trop tard, la planète ne doit-elle pas être pensée comme constituant la « *maison commune de l'humanité* » ? Si la première tâche est de faire en sorte que l'espace mondial cesse d'être un enfer pour les trois-quarts de ses habitants, où ceux-ci sont menacés dans leur existence même par les destructions écologiques provoquées par des modes de production et de consommation ayant la propriété pri-

vée et l'individualisme de la marchandise-fétiche comme fondements, **quels pas, quelles mesures peuvent y répondre ?** En sachant qu'il faudra que les travailleurs et les travailleuses, que le vaste bloc social dont les contours se dessinent dans les diverses luttes de résistance et, y compris, les contre-attaques portant sur la propriété des ressources de leur pays (Équateur, Bolivie, Pérou, etc.), imposent par leur **auto-activité** les règles et les mesures adéquates, et les mettent en œuvre eux-mêmes et/ou les contrôlent étroitement.

La concurrence entre travailleurs déchaînée par le capitalisme mondialisé

Dans tous les pays, sans aucune exception, les « prolétaires », au sens que Marx donne à ce mot (ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail, de « trouver un emploi » pour vivre et faire vivre leurs enfants), subissent les effets de plus en plus brutaux d'un processus politique de *libéralisation* et de *déréglementation* de l'investissement direct à l'étranger, des transactions commerciales et des flux financiers, libéralisation et déréglementation imposées simultanément à toutes les parties du monde sur une échelle sans précédent. Les salarié(e)s des pays où les retraites par capitalisation prévalent (Chili, Argentine, États-Unis, Royaume Uni, par exemple) n'échappent pas à la mise en cause de leurs conditions d'existence. Dans ces pays, le capital ne manifeste aucune reconnaissance envers ceux dont « l'épargne salariale » alimente les marchés boursiers, et il porte le fer contre eux autant, et parfois plus qu'ailleurs.

Aux yeux de ceux qui l'impulsent et qui en tirent leur richesse ainsi que leur pouvoir, le processus de libéralisation et de privatisation est encore inachevé. Pourtant il est déjà très avancé. Sa conséquence la plus nouvelle et la plus dramatique est de permettre au capital d'organiser, à l'échelle de continents ou de sous-continents, la mise en concurrence directe des salarié(e)s, des prolétaires vendeurs de leur force de travail et producteurs de plus-value. C'est déjà le cas de l'ensemble européen dont l'UE (Union européenne) est le cœur mais dont l'espace s'étend vers l'Est et la Méditerranée. C'est aussi celui de l'Amérique au nord du canal de Panama, de l'Amérique centrale et du Sud. Dans le cas des pays d'Asie, vers lesquels une part croissante des capacités industrielles mondiales ont été transférées, le capital met ces travailleurs en concurrence entre eux, en même temps qu'il se sert d'eux comme d'une arme contre les niveaux de salaires et contre les conditions de travail d'autres tra-

vaillards presque partout dans le monde. Les moyens de la mise en concurrence des travailleurs sont la délocalisation de la production par investissement direct, mais aussi des formes multiples et très sophistiquées de sous-traitance vers les pays où les salaires sont les plus bas et la protection sociale la plus faible.

La mise en concurrence directe, à une échelle proprement planétaire, de travailleurs vivant dans des rapports sociaux très inégaux face au capital et à l'État a bénéficié de la réintégration dans le marché mondial des pays « du bloc soviétique », comme de ceux qui faisaient partie de l'ex-URSS. Cette mise en concurrence directe connaît un saut qualitatif depuis le passage complet de l'élite bureaucratique-capitaliste de la Chine au capitalisme mondialisé et l'entrée de la Chine à l'OMC. Le développement des technologies de l'information et de la communication a été délibérément orienté par des groupes industriels, aidés par les principaux gouvernements, et il a fourni au capital les conditions techniques d'une optimisation de la productivité et du profit, sur la base de la dispersion, de la flexibilisation et de la précarisation des travailleurs. À mesure que les positions de ceux-ci dans la lutte des classes s'affaiblissent, le capital voit s'élargir sa possibilité de voiler le caractère social de la production, de disloquer les collectifs de travail qu'il avait lui-même aidé à faire naître dans la phase antérieure du capitalisme, et d'accroître le taux d'exploitation. L'allongement du temps de travail et l'usure physique et psychique accentuée de la force de travail (au point d'en faire une préoccupation explicite d'organismes paritaires comme le BIT) sont deux traductions de la montée en puissance d'une surexploitation qui combine les traits du 19^e et du 21^e siècle.

La sélection des immigré(e)s et les statuts juridiques spéciaux qu'on leur impose (« l'immigration choisie »), auxquels s'ajoute « l'immigration clandestine » suivie par les services de police, extraordinairement bénéfiques aux employeurs, sont un autre instrument du choix d'aligner progressivement les salaires et les niveaux de protection sociale des salarié(e)s, qui continuent à être employé(e)s dans les pays sources des investissements et des ordres de sous-traitance, sur des niveaux sans cesse plus bas de salaire et de protection. Les centaines de cadavres qui flottent sur les eaux de la Méditerranée ou qui périssent dans les zones frontalières entre le Mexique et les États-Unis symbolisent et matérialisent la barbarie d'un marché du travail mondialisé, structuré par les lois du développement inégal et combiné propres à l'impérialisme du 21^e siècle. Énoncer le mot d'ordre « *Proletaires de tous les pays unissez-vous* » dans les conditions d'aujourd'hui signifie trouver

des **parades**, à commencer par des *parades*, qui soient entendues des salarié(e)s menacé(e)s par le chômage et la précarité, de façon à ce que le travailleur « étranger » ne soit pas vu comme le concurrent, si ce n'est l'ennemi.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »

La question de la guerre, thème central de l'alternative « socialisme ou barbarie » il y a cent ans, et qui a été effectivement l'une des expressions majeures de la barbarie tout au long du 20^e siècle, reste aussi actuelle qu'à l'époque où Jean Jaurès a prononcé cette phrase. Elle a une forte résonance chez les salarié(e)s et dans la jeunesse. Les manifestations du 15 février 2003 contre l'invasion de l'Irak par les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs alliés, ont été le moment le plus haut du mouvement antimondialiste et altermondialiste né avec le Forum social mondial de 2001 (dans le sillage de Seattle, en 1999). Le travail pour penser l'actualité du communisme au début du 21^e siècle n'en suppose pas moins un travail *spécifique*. Nous ne pouvons pas faire comme si la question de la guerre était « réglée ».

Cette question s'énonce aujourd'hui principalement en relation avec le besoin impérialiste de contrôler les sources de matières premières, de l'énergie, de l'eau, des terres arables et des « réservoirs » dans lesquels peut puiser la biogénétique. La compréhension de ses rapports avec la concurrence inter-impérialiste, qui naît du fonctionnement du capitalisme comme tel, a reculé. La nécessité de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, rendue encore plus impérieuse par la domination du capital de placement, a poussé le capital états-unien (ainsi que ceux de l'UE et du Japon) à permettre à l'élite bureaucratique-capitaliste d'opérer l'actuelle transformation capitaliste de la Chine en l'espace de dix ans, là où il lui aurait fallu plusieurs décennies pour le faire par ses seuls moyens, même avec l'aide de la diaspora et de Taïwan. En mettant ainsi un puissant rival en selle, le capital états-unien a recréé la possibilité d'un conflit inter-impérialiste des plus classiques.

La course aux armes nucléaires (qui s'efforce désormais de réussir la miniaturisation des bombes, par exemple) est relancée, de même que la prolifération nucléaire. La bourgeoisie japonaise va peut-être tenter de devenir une puissance nucléaire, en dépit du souvenir d'Hiroshima et Nagasaki. Les soulèvements qui peuvent résulter des atteintes écologiques les plus massives aux conditions de reproduction de peuples entiers provoqueront un recours à la guerre de la

part des États les plus engagés dans la préservation de l'ordre social et politique mondial actuel, fondé sur la propriété privée des moyens de production. Ils le feront sans hésitation. Il faut ajouter à cela l'utilisation de plus en plus systématique par les possédants de formes de contrôle et de dépression permanente contre les exploité(e)s et les dominé(e)s.

Une dernière face terrible de la barbarie s'exprime dans le processus de *privatisation*, de « sous-traitance » de la guerre et de la violence, et dans l'extension et la banalisation de la torture. Partout où l'histoire a légué des ressentiments et des haines (celles que l'on qualifie d'« ancestrales »), le poids des ponctions économiques au profit de l'étranger, la constitution d'enclaves minières ou pétrolières étroitement surveillées, ainsi que la dislocation des cohésions anciennes peuvent conduire à ce que des peuples exploités ou déposés reportent sur ceux qui, plus petits, plus faibles qu'eux-mêmes, leur sont désignés comme étant « différents », les frustrations, les injustices et les haines dont ils ne comprennent pas (et dont on leur cache soigneusement) les causes véritables. Tel est le terreau de la violence en Afrique. Ses germes peuvent exister de façon endogène à l'état larvé, mais c'est à la faveur de la mondialisation du capital et à cause des formes prises par celle-ci que cette violence éclate.

L'émancipation des femmes, dimension centrale de l'émancipation sociale

Depuis des temps ancestraux, un statut d'infériorité – présenté comme naturel – a été imposé aux femmes. Cela s'est accompagné de diverses formes d'abaissement social, de violences, de marginalisation par rapport aux structures de « pouvoir ». Une œuvre de manipulation de la conscience sociale a été conduite



et continue à l'être afin de briser les tentatives de battre en brèche des privilèges masculins. Des arrangements, plus ou moins subtils, d'obéissance et de consensus ont été construits et se rénovent, se réinventent.

La mondialisation capitaliste comporte une conservation renouvelée et réformée, fonctionnelle aux exigences de la valorisation du capital, des formes archaïques et des formes modernes de l'oppression et de l'exploitation de la très large majorité des femmes. Aujourd'hui, la majorité de la population féminine du monde connaît des conditions de vie où s'intriquent : pauvreté extrême et exploitation ; enfermement dans des usines fournissant les marchés de biens de consommation des pays du centre ; violences quotidiennes ; statut de migrantes expropriées de tout et conditions pour une partie d'entre elles de semi-esclavage et/ou d'esclavage, notamment sous la forme de la prostitution. L'urgence d'une émancipation à la fois de la domination patriarcale et de celle de classe est à la mesure des difficultés qu'elle doit affronter. Une émancipation individuelle et collective allant dans le sens d'une opposition aux différentes formes de domination et d'oppression s'inscrit dans l'engagement pour le droit universel des êtres humains à la liberté.

Actuellement, les femmes entrent massivement dans le salariat. Elles le font sous un double statut : celui de salariée et de participante à la reproduction de la force de travail dans une sphère privée établie par l'évolution du système capitaliste et au sein de laquelle l'homme dispose d'une position de dominant. Le temps du travail salarié des femmes s'articule avec le temps nécessaire à la prise en charge de personnes (enfants, mari, famille plus large suivant les pays). C'est le domaine du travail domestique qui double celui du travail salarié ; là réside la captation d'ensemble du temps de travail des femmes. Aujourd'hui, dans les pays capitalistes plus anciens où des progrès avaient été faits pour atténuer cette dépendance, son aggravation nouvelle est concomitante avec celles d'institutions dont l'existence est mise en péril ou qui ne se développent pas en lien avec des besoins élémentaires (crèche, garderie, etc.). En effet, l'attaque contre le salaire social est un des objectifs centraux du mouvement de restauration conservatrice, sociale, économique et individuelle (droit à l'avortement remis en cause ; dégradation de la reconnaissance sociale de diverses professions ; statut dévalorisé matériellement et symboliquement des dites professions de services à la personne, etc.).

A l'échelle planétaire, non seulement les luttes des femmes dans leurs formes multiples participent des processus d'auto-activité tendant vers l'auto-émancipation collective, mais elles en sont une composante centrale. Inégalités et oppressions n'existent pas, simplement, les unes à côté des autres. Elles traduisent, dans la réalité concrète, le fonctionnement d'un mode de production – capitaliste – qui produit misère et oppression pour se reproduire. Les dominants chercheront, sans cesse, à présenter les inégalités, les injustices, les oppressions comme multiples et divisibles à l'infini. Cela constitue une des formes d'étayage de leur pouvoir. En ce sens, les divers mouvements de lutte et d'émancipation des femmes concourent, au sens le plus strict du terme, aux batailles pour la survie d'une partie de l'humanité. Ces actions sont partie prenante d'un mouvement plus général des exploité(e)s et des opprimé(e)s contre la barbarie, pour un socialisme-à-venir.

Faire face aux défis théoriques et politiques contemporains

Notre démarche part de la conviction que dans les conditions actuelles des rapports de forces entre les classes, qui se sont fortement dégradées dans leur ensemble sous les effets de l'offensive multidimensionnelle du capital, une stratégie cherchant à maintenir l'existant (en gros, les acquis antérieurs des luttes) ne suffit plus. L'orientation purement défensive qui est celle adoptée, dans le meilleur des cas, par ce qui reste du mouvement ouvrier paraît vouée à l'échec. Les mobilisations visant à stopper les atteintes portées au niveau de vie, à l'emploi, aux licenciements, aux retraites se heurtent aux moyens que les capitalistes et leurs gouvernements ont de les imposer, notamment du fait de leur capacité à mettre les salariés en concurrence de pays à pays. Leur échec peut même déboucher sur une subordination accrue aux besoins du capital, d'institutions présentées par beaucoup comme étant neutres : la propriété, la monnaie, la loi, l'Etat... De surcroît, le « meilleur des cas » reste l'exception. Les appareils syndicaux sont marqués par la conviction de l'irréversibilité de la mondialisation libérale. Ils ne peuvent, dès lors, que tirer en arrière quand ce n'est pas combattre, délibérément, la construction d'un mouvement d'ensemble d'opposition au capital.

Le premier pas qu'ils prennent dans ce sens consiste à isoler les luttes partout où elles éclatent. Une des conséquences de cette orientation risque d'être la diffusion accrue au sein des salarié(e)s du binôme colère et désillusion (que les forces conservatrices et le capital utilisent et utiliseront chaque fois qu'ils le pourront). Cette double réaction n'est pas le produit de simples facteurs sociologiques «objectifs». Elle repose en grande partie sur le refus de la part des appareils d'entrer en conflit ouvert avec les classes dominantes et leurs représentations politiques directes et donc de participer à la bataille sociale, économique, politique, culturelle qui permettrait aux travailleuses et travailleurs d'identifier un autre avenir pour eux et leurs enfants, besoin de plus en plus ressenti. Un nouveau néocor-

poratisme prend des contours toujours plus affirmés, matérialisé notamment dans les négociations à deux entre les « partenaires sociaux » ou alors « tripartites » avec la participation du gouvernement et de l'Etat, ou encore les modalités de « concertation » entreprise par entreprise. Cette orientation se développe sur l'arrière-plan d'une gestion capitaliste visant à « désintégrer » les collectifs de salarié(e)s (flexibilité, avancement au mérite, adaptabilité...).



Il n'y a que les révolutionnaires qui puissent contribuer à aider les salarié(e)s et, plus largement les exploité(e)s à surmonter la faiblesse voire l'impuissance de leurs réactions face à l'offensive générale menée contre eux par les capitalistes et les gouvernements. Lorsque ni les partis qui prétendent les représenter, ni les appareils syndicaux n'aident les travailleurs à appréhender la nature et les ressorts actuels de « l'état actuel des choses », c'est aux anti-capitalistes de le faire. Car l'absence de tout projet politique d'ensemble capable de fournir une alternative cohérente crédible au capitalisme est paralysante.

En se faisant de plus en plus forte et évidente, la violence des rapports sociaux rend la (re)construction identitaire de classe nécessaire, mais aussi plus saisissable. Elle pourrait et peut s'articuler autour des inégalités béantes, de l'exploitation, et se ressourcer dans les luttes ainsi que dans l'auto-activité des producteurs de la richesse sociale. Certes, l'aug-

mentation quantitative du salariat à l'échelle mondiale n'en fait pas, automatiquement, le détenteur inhérent d'une capacité subversive et d'un projet de changement radical. Mais, les exemples ne manquent pas pour mettre en relief qu'à l'occasion de mobilisations d'une certaine ampleur ainsi que lors de luttes marquées par l'action directe des salarié(e)s, on assiste au surgissement de dynamiques centripètes, unitaires qui battent en brèche les différenciations multiples de statuts construits par les gérants des «ressources humaines» au sein du prolétariat. Ces dynamiques unifiantes se renforcent quand elles prennent appui sur l'auto-organisation démocratique et lorsque des forces sociales et politiques nourrissent les rapports entre mouvements spontanés ou semi-spontanés et aident à l'émergence d'une conscience à la hauteur des obstacles et objectifs rencontrés dans les luttes. Cela d'autant plus si le souvenir historique des affrontements de classes dans un pays – ou dans une région plus vaste – favorise la récupération d'une mémoire au présent. La constitution des salarié(e)s en une classe se construisant est alors facilitée. Ils se transforment en prolétariat en lutte, assumant leur potentiel conflictuel ainsi que leur force de vecteur de changement radical de la société. Le point de départ d'une orientation alternative doit donc s'enraciner dans le renforcement de la capacité du « faire-ensemble » des salarié(e)s. Celui-ci repose sur la réalité du caractère social du travail et peut ébranler la forme fétichisée qu'acquière dans la quotidienneté les rapports sociaux.

Du côté de la social-démocratie, les partis qui prétendent représenter les salarié(e)s exploitent politiquement, pratiquement de la même manière que la bourgeoisie, le résultat des luttes menées au nom du communisme au 20^{ème} siècle et des crimes de masse commis en son nom. Ils serinent que « le capitalisme a gagné », la seule voie qui puisse être suivie étant alors celle de la « meilleure adaptation possible ». La propriété privée des moyens de production serait éventuellement à tempérer, mais en aucune manière à abolir. Paralysés par leur rôle engoncé dans l'histoire du stalinisme d'Etat (URSS) dans la genèse des rapports politiques actuels (il suffit de penser au rôle du PCF en 1968, du PCI en 1969-70, du PCE dans la restauration de la monarchie au sein de l'Etat espagnol), ce qui reste des anciens partis communistes colle à la social-démocratie. Ici ils sont devenus de partis sociaux-démocrates modernisés (Italie) ; là leur alliance avec la social-démocratie est un élément clé de leur survie (France). Lorsque des «ruptures» se produisent dans ces partis, qui ont toujours gardé un élément de continuité avec leur passé stalinien, elles connaissent des évolutions rapides vers le réfor-

misme, autrefois qualifié d'«eurocommunisme» (Parti de la Refondation Communiste en Italie). Leurs militant(e)s sont encore attachés à l'idée, plus ou moins nostalgique, mais qui parfois cherche à être ravivée, du communisme. Mais ce n'est pas de ces partis qu'on peut attendre la reconstruction d'une alternative qui soit éclairée par l'idée que le communisme est une option actuelle et concevable, vivante. De surcroît, il ne faut jamais oublier qu'au-delà de leur évolution socio-politique importante des dernières décennies, les partis sociaux-démocrates et les partis dits communistes ont toujours eu en commun, historiquement, une stratégie axée sur l'Etat et non sur l'auto-activité des travailleurs et de leurs alliés.

Depuis, la fin des années 1990, les mouvements anti-mondialistes ou alter-mondialistes ont cherché d'aborder les problèmes auxquels s'affrontent les plus exploités(e)s et les plus démunis(e)s, mais dont tous ceux et celles qui sont attachés à la civilisation humaine comme telle savent l'extrême importance. Ces mouvements ont fourni un cadre important dans lequel des militant(e)s ont pu travailler sur les problèmes ignorés ou rejetés par les partis politiques se réclamant des salarié(e)s comme par les appareils syndicaux. Souvent, forts de positions institutionnelles plus ancrées et de moyens matériels plus importants que d'autres courants, l'antilibéralisme a fixé des bornes à ces discussions. De sorte que le

travail politique théorique, tel qu'il a pu se développer et se formuler au cours de la dernière décennie, entre autres au sein des Forums sociaux mondiaux, pour utile qu'il soit, reste nettement insuffisant par rapport aux enjeux et à la nature sociale des questions. Au mieux, l'antilibéralisme se transformera (en fait, c'est déjà en partie le cas) en vecteur d'un nouveau réformisme de caractère classiquement social-démocrate, avec toute l'impuissance dont celui-ci est marqué. Au pire, il risque d'affaiblir la résistance des opprimés en la nourrissant d'illusions. En un mot : il ne suffit pas de déclarer que « le monde n'est pas une marchandise » et de protester contre le devenir-marchandise du monde ainsi que contre le devenir-monde de la marchandise. Il faut encore désigner et engager la bataille contre les rapports de produc-

tion qui opèrent cette marchandisation universelle. Or, ce ne sont autres que les rapports capitalistes de production aujourd'hui mondialisés. Cette appréciation, avec les débats, échanges et différenciations qui en résultent, est en train de naître au sein des espaces que peuvent recouvrir le FSM et d'autres champs. Des courants et forces commencent à se fixer comme objectif de surmonter les limites fixées par l'antilibéralisme hégémonique, sans retomber dans des archaïsmes stéréotypés.

Divers groupes militants croient que la possession d'une réponse à la dégénérescence de la révolution russe – considérée comme clef de celle de toutes les défaites et/ou dégénérescences qui ont suivi – peut les absoudre de la nécessité de penser l'actualité du communisme. Le programme de la révolution serait intact, exigeant au mieux quelques retouches mineures. En menant en avant ce travail, nous espérons les convaincre qu'on ne peut pas faire comme si l'idée du communisme (ou du socialisme au sens plein du terme, où il est synonyme de communisme) sortait indemne de l'histoire du 20^{ème} siècle. Au même titre, l'illusion ne doit et ne peut être cultivée selon laquelle l'évolution du monde sous l'emprise complète du capital financier depuis plusieurs décennies n'exigeait pas non plus que la nécessité du communisme et son contenu soient pensés méticuleusement dans les conditions contemporaines.



L'attention très grande que nous portons à l'**auto-activité des salarié(e)s, des exploités(e)s et de la jeunesse** nous pousse à nous démarquer du « substitutisme ». Celui-ci affecte, à des degrés divers, aussi bien les groupes politiques petits que les plus grosses organisations anti-capitalistes se réclamant du marxisme. Souvent coexistent dans ces organisations une certaine reconnaissance de la nécessité d'un travail à caractère programmatique, qui porterait sur une partie au moins des questions que nous avons évoquées, et la fuite en avant

dans un pragmatisme et un activisme qui les mettent fréquemment en danger d'être à la remorque des partis sociaux-démocrates ou des vestiges des partis formés par le stalinisme et, parfois, à la remorque aussi des appareils syndicaux. Nous souhaitons convaincre les militant(e)s qui comprennent la nature de notre projet et sa nécessité, de participer à ce projet. De notre côté nous serons très attentifs à toute proposition de regroupement qui œuvre dans la même direction.

Les coups brutaux portés jour après

Penser le communisme aujourd'hui : le champ de travail

jour par le capital contre une large majorité du salariat, contre les couches urbaines dites « marginales » et contre les masses paysannes partout dans le monde, ainsi que la radicalité du projet économique néo-libéral et, d'un point de vue socio-politique, néo-conservateur traduisent une offensive du capital sans précédent depuis des décennies. Le capital entend faire table rase de la plupart des acquis antérieurs conquis par le mouvement ouvrier et d'autres forces sociales organisées. Il impose un « changement d'époque », provoque un « basculement du monde », qui est ressenti, de manière certes fort diverses, par une large fraction de la population mondiale. En Europe, une phrase que l'on entend souvent traduit ce sentiment : « *Nos enfants auront une vie plus difficile que la nôtre, et pour nos petits-enfants, ce sera pire encore* ». Voilà ce qui oblige celles et ceux dont l'émancipation sociale est le but de commencer à répondre, en établissant des dialogues et des collaborations multiples, aux défis de cet assaut **au niveau où il se pose**. Face à ce « basculement du monde », n'est-il pas temps de *réaffirmer*, mais aussi de *re-penser*, la perspective la plus radicale historiquement portée par la lutte de classe du prolétariat, celle du *communisme*, pour déterminer les conditions actuelles de sa nécessité comme de la possibilité de sa réalisation. (Répétons que si certains préfèrent le terme socialisme, nous ne le leur contesterons pas)

En exposant le champ du travail à mener, nous n'ignorons pas les immenses problèmes théoriques et politiques que soulève pareil projet. Bien au contraire. Tout l'effort théorique et politique de nos rencontres, de nos séminaires et de notre site web, une fois lancé, cherchera donc à formuler ces problèmes le plus clairement possible et à définir le plus nettement possible aussi les conditions de leur solution.

Définir le concept même de communisme : un point de départ

Au nombre de ces problèmes, le premier, et non le moindre, est évidemment le discrédit à peu près général dans lequel est tombé le terme même de communisme à la suite de la désastreuse expérience historique du stalinisme et du bilan des États du soi-disant « socialisme réel ». Dans les médias, mais aussi chez beaucoup d'intellectuels (ou qui se prétendent tels) le terme de *totalitarisme* est utilisé pour discréditer tout projet communiste. Aussi, notre premier objectif sera de clairement (*re*) *définir le concept même de communisme* dans

ses différents aspects et dimensions.

Pour lancer le travail, comme base minimale d'accord entre celles et ceux qui prennent cette initiative, et sans préjuger des résultats des travaux et des recherches ultérieurs qui seront menés entre nous et avec d'autres, nous définissons le communisme comme :

1- une société fondée sur la socialisation des moyens sociaux de production, de distribution et de consommation, sur la planification démocratique de la production sociale, destinée à satisfaire l'intégralité des besoins sociaux, ainsi que sur l'autogestion des unités de production dans ce cadre socialisé, autant de points d'appui pour un changement profond dans la gestion des ressources naturelles mondiales et la mise en œuvre de mesures qui préservent la reproduction des conditions de la vie sur la planète ;

2- une société dans laquelle l'administration de la puissance sociale (au sens de la capacité de la société à agir sur elle-même : de se donner à elle-même ses propres finalités, ses propres règles d'organisation et de fonctionnement et ses propres modalités de contrôle) prend, aux différents niveaux de l'organisation sociale, la forme d'organes de délibération et de décision associant l'ensemble des membres concernés par les décisions à prendre, et excluant toute monopolisation de celles-ci par une minorité, fût-elle « éclairée ». Cela suppose de mettre fin à un État qui s'érige au-dessus de la société, et son « absorption » dans des organes d'auto-institution démocratique de la société, car ce sont les conditions nécessaires à sa complète subordination ;

3- une société qui est, par conséquent, libérée des rapports d'oppression que sont le Capital et l'État avec tout leur appareillage, une société dans laquelle il a été mis fin à la division de la société en classes sociales tout comme à celle entre gouvernants et gouvernés ; une société où la libre association des individus implique, d'une part, qu'ils dominent leurs produits qui ne sont, dès lors, plus des marchandises et, d'autre part, que l'union non contrainte des producteurs avec les conditions de production mette fin au statut de producteur-salarié, à celui de « l'esclavage salarial » ;

4- une société où l'échange d'activités libres entre individus sociaux fonde aussi le libre développement de chacun, sur tous les plans, lequel devient la condition du libre développement de tous et réciproquement ; une société qui met fin à tout type d'oppression, notamment celle dont sont victimes, de manière ancestrale, les femmes ; une société qui

organise la répartition du temps de sorte que s'accroisse qualitativement le temps de non-travail au-delà du temps nécessaire pour répondre aux besoins les plus divers ;

5- une société par conséquent dans laquelle l'humanité tend à la réconciliation avec elle-même, tout en sachant que de son établissement naîtront de nouvelles contradictions et de nouveaux conflits, dont la résolution supposera la création d'instances et d'institutions de régulation propres à chaque étape de l'évolution de la société.

Faire l'histoire de la lutte pour le communisme et en creuser le bilan

Rédefinir le communisme en précisant chacun des aspects précédents, sans négliger les nouveaux problèmes qu'ils soulèvent, ne peut pas suffire à lutter contre le discrédit qui entoure aujourd'hui la référence communiste. Il faut encore *revenir sur l'Histoire et même la Préhistoire du communisme*, de la longue lutte des opprimé.e.s (esclaves, serfs, paysans et prolétaires) pour s'émanciper et tenter de créer les conditions d'une communauté humaine libre de toute oppression. Il ne s'agit pas seulement pour nous de raviver les pages glorieuses de cette Histoire, aujourd'hui sombrées dans l'oubli ou sciemment défigurées, les actes politiques et les œuvres idéologiques qui les ont illustrés, les mouvements, les groupes et les personnes qui en ont été les acteurs éminents. Il faut surtout en rouvrir les *pages sombres*, nous pencher sur les *défaites* sanglantes et cuisantes qui l'ont ponctuée, dont la pire fut sans doute celle qui vit le mouvement d'émancipation du prolétariat se retourner en quelque sorte contre lui-même, en engendrant de nouveaux régimes d'oppression, de nouvelles structures d'exploitation et de domination. Il s'agit enfin de reprendre les débats qui ont agité en permanence le mouvement communiste, jusqu'à le diviser en tendances contraires et l'épuiser en luttes fratricides.

Évidemment, ce retour sur l'Histoire du mouvement communiste, sur ses heurs et malheurs, sur ses combats et ses débats, ne se conçoit pas dans une perspective purement historiographique, même si elle se doit d'intégrer, et qu'elle accueillera les travaux d'historiens. C'est en fonction des problèmes qui se posent *actuellement* au mouvement communiste et qu'il doit affronter, ici et maintenant, que ce retour réflexif peut et doit se pratiquer. Car l'axe central du travail à mener devra bien être le suivant : *affirmer l'actualité et la nécessité de la pers-*

pective communiste.

Cette actualité doit d'abord être défundue en référence à l'étendue et à la profondeur des contradictions actuelles du capitalisme et des crises dans lesquelles ces contradictions s'affirment, mais aussi des potentialités de transformations sociales qu'elles ouvrent.

Le communisme comme nécessité surgissant de la crise de l'humanité

Un troisième axe de notre travail consistera donc à *procéder à l'analyse méthodique de ces contradictions et de ces potentialités*, qui sont au cœur des transformations du capitalisme contemporain. Dans cette perspective, pour les raisons qui ont commencé à être exposées plus haut, nous proposons d'attacher une attention particulière à :

– la *crise écologique* planétaire, de portée potentiellement catastrophique, qui manifeste le vampirisme du capital, sa tendance à détruire ses propres conditions naturelles et sociales de valorisation (la terre et le travail). Nous documenterons le degré proprement planétaire aujourd'hui atteint par la contradiction entre la socialisation des forces productives d'une part (dont les richesses naturelles, sous toutes leurs formes, sont parties prenantes, au même titre que l'ensemble des connaissances scientifiques) et d'autre part l'appropriation privative dont elles font l'objet sous forme du capital, contradiction qui plus que jamais rend actuelle la perspective d'y mettre fin. Nous examinerons les formes actuelles de la fusion entre science et capital. Nous montrerons comment l'appropriation de l'ensemble du travail social par le capital (dont les avancées scientifiques et technologiques) fait obstacle aux changements d'ampleur qui seraient possibles dans l'organisation de la production, industrielle et agricole, comme dans la distribution. **Sans une rupture sociale, économique et politique**, les innovations techniques, qui sont devenues urgentes comme première réponse à des aspects déterminés de la crise écologique, **ne pourront être menées à bien**, pas plus que celles qui pourraient se faire dans l'aménagement de l'espace, de l'organisation du travail, du logement ou des transports ;

– l'*aggravation des inégalités de développement* entre continents, sous-continentes, nations, régions au sein de la nouvelle phase du devenir-monde du capitalisme, impulsée par le capital financier et les entreprises transnationales. Celles-ci étendent considérablement l'échelle sociale et spatiale de la reproduction du capital. À un pôle, on constate un gonflement des rangs du prolétariat

mondial, comme des fractions de l'armée industrielle de réserve employées occasionnellement ou inemployées. Des milliards d'individus sont voués à la pauvreté (qu'il faut mettre en relation directe avec surexploitation), à la misère et à la marginalité sociale, exclus non seulement des cadres habituels de la vie sociale, mais même de l'humanité tout court. À l'autre pôle, la richesse sociale continue à s'accumuler et avec elle le détournement à des fins de reproduction de la domination (le « sécuritaire », c'est-à-dire la surveillance sociale la plus oppressive, la guerre) de moyens humains et techniques potentiellement capables de libérer l'homme de l'antique emprise du besoin et de l'archaïque nécessité de travailler ;

– la « *mondialisation* » (en fait la *transnationalisation*) du capital et du capitalisme dans la mesure où elle tend à abolir les anciennes divisions politiques et culturelles de l'humanité (sa division en Etats-nations et en aires civilisationnelles), non sans provoquer des crispations identitaires en réaction ; du même coup, elle jette les bases de la constitution de l'humanité (du genre humain) en *communauté politique* ;

– la *socialisation de plus en plus contradictoire des individus* : leur ouverture grandissante (de plus en plus large et de plus en plus précoce) sur l'ensemble du monde, qui met à leur disposition potentiellement toutes les cultures du monde, passées aussi bien que présentes, qui en fait donc de plus en plus concrètement le produit de l'humanité



tout entière, dans son développement actuel tout comme dans son héritage historique ; ouverture qui entre conjointement en contradiction avec l'expropriation non moins grandissante des individus à l'égard de la maîtrise de leurs conditions matérielles, institutionnelles et culturelles d'existence, qui les prive tendanciellement de toute faculté de se construire une identité stable, de communiquer avec les autres et de prendre part à la construction du monde, et d'a-

bord à la contestation de son cours actuel, en les privant donc d'une partie (plus ou moins) importante de la richesse potentielle mentionnée. Socialisation contradictoire qui aboutit aussi à un dessaisissement radical du temps et de l'espace pour l'immense majorité de la population de la planète, dans des proportions telles qu'elles induisent un véritable changement anthropologique affectant l'Homme, ses relations à la société, sa capacité à agir sur elle.

Auto-activité et auto-émancipation

Mais l'actualité du communisme doit aussi (certains diront peut-être même *surtout*) se comprendre en référence aux défis et aux potentialités actuelles de son principe dynamique : *l'auto-activité du prolétariat*. Celle-ci est le levier des transformations avant de devenir la règle de base de la société à construire. Plus peut-être qu'à aucun moment antérieur, il importe de proclamer que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Tout d'abord au vu de l'expérience historique. Tous les modèles de « socialisme » basés sur le rapport substitutiste et messianique d'une élite éclairée, auto-proclamée « avant-garde du prolétariat », à l'ensemble de ce dernier, ont échoué à permettre à celui-ci de s'émanciper. Ils sont parvenus au mieux à alléger momentanément le poids de l'oppression capitaliste dans tel ou tel pays, avant de conduire à de nouvelles formes de domination et d'oppression et *in fine* à un retour au capitalisme. L'émancipation ne s'octroie pas, elle se conquiert.

Ensuite au regard de l'expérience actuelle. Il devient toujours plus clair que dans la phase actuelle de la lutte des classes, les travailleurs et les autres secteurs sociaux exploités et opprimés ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, non seulement pour se défendre face à l'offensive générale que le capital a lancée contre eux, mais pour tenter de garantir les conditions élémentaires de la reproduction sociale. Les pays d'Amérique latine, de même que la Russie offrent déjà un terrain d'expérience, mais les mêmes processus sont à l'œuvre en Asie et partiellement en Afrique. Dans les pays capitalistes anciens, l'auto-activité est la seule façon de défendre les acquis antérieurs, tant ce qui reste des appareils syndicaux et politiques de l'ancien mouvement ouvrier (la social-démocratie et les différents avatars du stalinisme, rebaptisé autrefois du terme « eurocommunisme ») s'est intégralement transformé en rouages de l'ordre capitaliste, rivalisant aujourd'hui dans l'art et la manière de faire accepter aux travailleurs et aux dominés.e.s l'aggravation de leur condition.

Réaffirmer l'auto-activité du proléta-

riat comme principe actif du communisme implique évidemment de s'expliquer sur ce point comme sur tous les autres, sans négliger les problèmes théoriques et politiques que cette référence peut soulever. Nous n'entendons pas non plus la transformer en une utopie généreuse mais abstraite, coupée de ses conditions de réalisation, pas plus qu'en une prophétie pour d'hypothétiques lendemains enchanteurs. Cela revient tout d'abord à se garder de tout *spontanéisme*. L'auto-activité du prolétariat est pour nous toujours le résultat d'un rapport de forces dans la lutte des classes, le résultat toujours fragile et par conséquent réversible d'une lutte dans laquelle le prolétariat n'affronte pas seulement ses ennemis de classe, mais s'affronte aussi à lui-même. Elle suppose des formes d'organisation capables de faire face à ces défis, parmi lesquelles les forces politiques organisées ont une place effective. Car les travailleurs sont marqués par la domination de classe qu'ils subissent, et donc par la traduction politique organisée de cette domination dans leurs rangs, mais aussi par *l'intériorisation* des rapports de domination. En ce sens, le développement de l'auto-activité du prolétariat suppose la rupture, au moins partielle, avec les comportements, attitudes, valeurs et idées induites au quotidien chez ses membres par les différentes facettes de cette domination.

Nous pensons néanmoins que l'auto-activité du prolétariat est le « fil rouge » d'une activité capable de démêler l'écheveau des contradictions et des difficultés dans lesquelles se débattent aujourd'hui les travailleurs partout dans le monde. On en voit les manifestations sur tous les terrains où se jouent leurs conditions d'existence, dans le travail aussi bien que hors du travail, dans les résistances, même les plus modestes, que les travailleurs et les exploités.e.s opposent à leur domination et à leur exploitation par le capital, ainsi que dans les luttes qu'ils conduisent pour en desserrer l'étau. Nous entendons accorder une attention particulière à la manière dont, dans ces résistances et ces luttes (souvent peu spectaculaires), émerge la conscience de la nécessité ainsi que de la possibilité d'une réappropriation collective des moyens sociaux de production et de consommation, de nouvelles règles du vivre en commun.

Dans cette perspective, et pour ancrer la référence à l'auto-activité du prolétariat dans son expérience immédiate, nous chercherons à comprendre en quoi cette auto-activité est à la fois défaite et stimulée en permanence par les agressions du capital. À titre d'exemple on voit comment les fermetures d'entreprises et les licenciements

massifs provoquent des réactions de réappropriation de « l'outil de travail » ; comment les privatisations conduisent contradictoirement à l'émergence d'une nouvelle approche du service public par les salarié(e)s et les usagers, comment les conditions faites aux travailleurs immigrés et à leurs familles, ainsi que l'ampleur de la répression dont ils sont l'objet provoquent des mouvements à la base en faveur des droits des travailleurs immigrés et de la compréhension réciproque des cultures ; comment la persistance, voire l'aggravation des famines va de pair avec de nouvelles poussées en faveur de réformes agraires très réfléchies ; comment l'accentuation de l'emprise du capital sur les ressources naturelles suscite, comme en Équateur et en Bolivie, des résistances dont l'auto-organisation est le fondement, et l'auto-émancipation le but au moins semi-conscient ; comment l'acuité de l'oppression des femmes et leur double exploitation voient la naissance et le développement de mouvements d'émancipation ; comment les possibilités ouvertes par l'Internet posent de façon immédiate la question de la gratuité de l'accès à des biens culturels.

Nous ferons donc appel aux travaux de sociologues, d'historiens, d'anthropologues, de même qu'à tous les témoignages et aux analyses de militant.e.s qui sauront rendre compte de la présence de cette dimension d'auto-activité dans la *praxis* quotidienne et historique du prolétariat, et dans la perspective de réalisation du communisme qu'elle ouvre. Nous ferons tout pour essayer d'associer à nos discussions celles et ceux dont nous utiliserons les enquêtes et les recherches.

Il résulte de tout ce qui précède que l'auto-activité, et plus encore l'auto-émancipation du prolétariat doivent être comprises comme une construction sur le long terme, selon un processus qui comportera des avancées et des reculs. Dans cette perspective, nous entendons reprendre à un moment donné le débat sur les *médiations* qui doivent faire partie de ce processus. *Médiations programmatiques*, permettant d'établir un pont entre les revendications émergeant des luttes actuelles du prolétariat d'une part, et d'autre part la perspective d'une société communiste. *Médiations organisationnelles* permettant de développer les embryons d'auto-activité comprises dans les pratiques et luttes actuelles, pour les porter jusqu'au niveau de rupture révolutionnaire qui rend possible l'auto-émancipation. Mais, là encore, nous n'entendons pas mener ces débats de manière purement théoriques ou seulement en référence aux expériences historiques passées, mais en tenant compte des situations dans lesquelles se trouve directement impliqué le prolétariat aujourd'hui.

La nécessité de convergences et de débats ayant le

-10-

communisme comme enjeu

Au terme de ce texte, on aura compris que nous souhaitons faire en sorte que s'associent au travail que nous engageons toutes celles et tous ceux, quelle que soit leur trajectoire politique antérieure, qui se reconnaissent dans la référence au communisme ou qui perçoivent que son appropriation ou réappropriation, au travers d'une mise à jour, est devenue une *nécessité politique incontournable*.

Cette ouverture se fonde notamment sur la conviction qu'avec la crise sans précédent dans laquelle le mouvement ouvrier a été plongé par la transnationalisation du capital, la déferlante des politiques néo-libérales, la fin du « compromis fordiste » et le ralliement honteux ou tapageur des social-démocraties et des « euro-communistes » au paradigme néo-libéral, l'effondrement politique du « socialisme d'État », après son effondrement idéologique, **nous sommes entrés dans une nouvelle phase historique de la lutte des classes**. Elle rend possible mais aussi nécessaire une remise en cause des divisions et des clivages hérités des phases antérieures du mouvement ouvrier. Tout simplement parce que la phase nouvelle rend caducs (bien que de manière différentielle et inégale) *tous* les modèles de transformation sociale précédemment élaborés au sein ou en marge de ce mouvement. Elle en manifeste les insuffisances et, du même coup, elle relativise leur opposition.

Elle rend donc possible des convergences et des coopérations auparavant improbables, voire impossibles entre individus, groupes, organisations, tendances issues de traditions du mouvement ouvrier qui s'étaient jusqu'alors au mieux ignorés, quand ce n'est pas sévèrement combattus. A la condition évidemment que ces derniers fassent leur le constat précédent de cette caducité (au moins partielle) de leurs modèles antérieurs et qu'ils acceptent du même coup d'entretenir un rapport critique à leur propre tradition.

¹ *Anarchie dont il ne faut pas cesser de dire qu'elle est l'un des traits principaux de ce système : conséquence première de la sacro-sainte propriété privée, ici du capital à la recherche de valorisation, elle naît de l'absolue liberté du capitaliste d'investir ce capital là où il le veut, c'est-à-dire là où sa valorisation est susceptible d'être la plus intéressante. En ce sens, la propriété privée est absolument antinomique à toute « planification », a fortiori de toute planification « démocratique », c'est-à-dire fondée sur la satisfaction de besoins ressentis et énoncés par les peuples. Mais en ce sens aussi, on ne saurait rêver d'une gestion « harmonieuse » des ressources naturelles en en laissant le contrôle, peu ou prou, aux capitalistes, en ne leur retirant pas cette « liberté » de détruire toutes les autres libertés. C'est en cela que la lutte conséquente pour la sauvegarde de la nature est inséparable de la lutte pour l'émancipation sociale.*

Nucléaire et dictature soporifique

L'agencement des mots pour qualifier des situations peut emprunter à l'opposition, à l'antinomie. Il en est ainsi dans la formulation du titre. Comme il en est ainsi avec les termes associés de démocratie et transparence, du moins dans l'esprit et dans les pratiques de certaines catégories de gens, car, pour biens d'autres, la majorité, l'un ne va pas sans l'autre et renvoie à l'autre: comment pourrait-il y avoir démocratie sans transparence et réciproquement ? On peut même considérer que, dans les faits, les deux termes dont il est question peuvent être employés en association pour masquer une réalité totalement contraire. L'art de cet artifice est l'apanage de certains individus, certaines institutions, certains pouvoirs politiques, économiques pour qui cet art est consommé depuis belle lurette.

Etayons cette opinion en nous référant au domaine du nucléaire et à ses propagandistes. Sans remonter à la préhistoire du développement industriel du nucléaire qui fut, comme chacun sait, d'abord militaire et donc classé "secret-défense" et qui a, dans les années cinquante et soixante, généré la filière civile, apanage d'une nébuleuse nucléocrate donneuse d'ordres à des gouvernants ignares en la matière, mais scrupuleusement formatés pour prendre les décisions attendues, il suffit de considérer deux aspects récents et particulièrement marquants de cette filière pour faire ressortir la contradiction flagrante qui réside entre les paroles et les discours d'un côté, les décisions et les actes de l'autre: la question de l'EPR et celle de l'enfouissement des déchets radioactifs.

Le réacteur EPR de nouvelle génération.

La décision de construire à Flamanville (Cotentin) la première centrale équipée de ce réacteur à eau sous pression, prototype qui sera suivi d'autres exemplaires devant progressivement remplacer les centrales actuelles vieillissantes et dont EDF a pourtant décidé une prolongation de vie de quinze à vingt ans, faisant accroître ainsi les risques d'accidents a été prise par le premier ministre alors que les consultations prévues sur le sujet n'avaient pas encore démarré. En effet un débat public a été organisé par une Commission Particulière de Débat Public (CPDP) dans diverses régions entre novembre 2005 et février 2006; une vingtaine de réunions ont eu lieu. Cette initiative de consultation publique se voulait le reflet d'une démarche démocratique. Or la loi d'orientation sur

l'énergie était déjà votée (le 13-7-05) et D. de Villepin tirait déjà les conclusions de débats qui n'avaient pas encore eu lieu pour programmer la mise en service de l'EPR vers 2012. On ne peut être plus méprisants pour des valeurs démocratiques dont par ailleurs on ne cesse de se réclamer.

Et puis il y a le fameux incident, lié toujours à l'EPR, qui voit le Réseau Sortir du Nucléaire (RSM) en butte à des poursuites judiciaires pour avoir publié en sept. 2005 une lettre d'un haut responsable d'EDF non couverte par le secret-défense, concernant la vulnérabilité du prototype (voir <http://www.sortirdunucléaire.fr>). Lors du débat public, le RSM avait, dans une contribution écrite, rappelé ce texte et le passage qui s'y référerait avait été censuré par la CPDP. D'où la colère du RSM et d'autres opposants à l'EPR dont Greenpeace. Et puis le 16 mai, à 8 heures du matin, le porte-parole du RSM, Stéphane LHOMME, par ailleurs auteur de l'ouvrage "*L'insécurité nucléaire. Bientôt un Tchernobyl en France ?*" (éditions Yves Michel) voyait débarquer chez lui des agents de la DST (Direction de la Sûreté du Territoire) dépêchés dans le cadre d'une enquête diligentée par le parquet de Paris, pour une perquisition en règle de cinq heures avec saisie de son téléphone portable et de deux ordinateurs personnels, et, à la clé, une garde à vue de 14 heures. Que cherchaient ces barbouzes sinon d'éventuels contacts ayant permis des fuites et donc l'information, qui, rappelons-le, avait été publiée à l'automne? Et que dit donc ce haut responsable d'EDF? En substance que, indépendamment de la capacité de l'EPR de résister à des chutes d'avions militaires, EDF ne prévoit pas toutes les possibilités en cas de conflit ou d'opérations militaires, ce qui à ses yeux est du ressort de l'Etat. Donc notre électricien national n'envisage pas toutes les éventualités, mêmes extrêmes, se bornant à rester dans un cadre normal de prévention d'un risque. Rappelons que cet agent EDF s'adresse au directeur général de la Sûreté Nucléaire et de la Radioprotection près de qui il estime - un comble! - que les informations relatives à la sûreté ne devraient pas être accessibles au public. L'Etat, impliqué par EDF dans sa responsabilité de prévention d'attaques d'envergure du type Twin Towers ou d'accident aérien prend la mouche et se retourne, sous couvert d'intérêt supérieur de la défense nationale, contre... les empêcheurs de magouiller tranquille.

L'intention du pouvoir est claire: intimider les emmerdeurs, les discréditer. A travers le RSM ce sont les actions (30.000 manifestants à Cherbourg les 15

et 16 avril contre l'EPR), les contre-informations dirigées contre l'industrie nucléaire qui sont dans le collimateur de l'Etat. Ce dernier et le lobby nucléaire ont besoin d'opacité, de non-dits, de mensonges, de secret et de surveillance de la société civile pour avoir les mains libres. L'existence du "secret-défense" dans cette affaire, comme précédemment dans celle des... ports de matières irradiées et retraitées, témoignent du lien indéfectible entre nucléaire civil et nucléaire militaire. Et ces gens-là prétendent jouer la transparence en organisant de pseudo-débats qui ne touchent pas un centième des citoyens, alors qu'ils ont déjà pris leurs décisions avant la tenue de ces concertations?! La criminalisation qui touche les anti-nucléaires, après les syndicalistes, les exclus, les sans papiers, procède de la volonté d'un système qui prétend imposer ses règles au nom de l'intérêt général, en réalité au nom d'une minorité de gestionnaires de l'Etat servant la cause du lobby industriel et des règles du marché qui lui sont indispensables. On est à des années-lumière d'une réelle démocratie qui suppose l'autogestion des moyens de production et de distribution, donc un libre accès à l'information et à la souveraineté des décisions. On est beaucoup plus près d'un système autoritaire qui n'a besoin de la représentation que pour mieux se perpétuer et qui dénie à l'opinion publique, sinon tout droit à l'expression, du moins toute possibilité pour qu'elle soit prise en compte.

L'enfouissement en profondeur des déchets radioactifs à Bure (Meuse/Haute-Marne)

Sur ce point-là, aussi, tout a été fait par le maître d'œuvre: l'ANDRA, les donneurs d'ordre: EDF, l'Etat, pour que l'information au public soit réduite à la portion congrue. Si l'on met de côté les pressions, notamment financières, exercées indirectement sur les élus locaux: maires, conseils généraux, bien évidemment orientées et pour cela dénoncées par les opposants depuis le début (91 et la loi Bataille) et qui ne ressemblent en rien à une sollicitation d'opinion, si on met en avant toute forme de publicité tapageuse: visites du laboratoire, intox dans les écoles... on chercherait en vain ce qui autorise l'expression des habitants les plus directement concernés. Et ce n'est pas l'ersatz de débat public lancé mi-septembre 2005 dans trois régions sensibles, à Pas et dans quelques grandes villes, alors que le problème est d'ordre au moins national (Bure: pou-belle européenne?), qui pouvait répon-

dre à la question: qu'en pensent les gens? Et ce n'est pas non plus les séances du CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi) présidé par le préfet meusien, relais étatique, qui autoriseront à dire que ce qui s'y discute entre les "pour" et les "contre" est susceptible d'atteindre le citoyen, et mieux de le questionner. Non. La volonté de transparence est toujours affirmée, elle n'est jamais manifestée. Lorsqu'un géologue indépendant démontre, schémas et graphiques à l'appui, que le sous-sol argileux de Bure où on prévoit l'enfouissement est bourré de failles qui drainent la circulation des eaux souterraines vers le Bassin Parisien, eaux qui, avec le temps, pourraient être contaminées par les émanations radioactives issues des "colis" enterrés, l'ANDRA réfute et n'en tient pas compte. Où est le débat contradictoire? Où est la prétention de clarté?

Dix ans de bataille sur le terrain et dans (contre) les institutions ont conduit à ce qui aurait dû être organisé depuis longtemps: la sollicitation directe des citoyens par référendum. C'est ainsi que sur initiative populaire, au travers de l'Association des Elus Meusiens et Haut-Marnais (1'AEMHM) a été lancé l'an dernier un tel référendum local, au porte à porte, dans les deux départements concernés. Près de 70.000 signatures de citoyens demandant à émettre leur avis, collectées jusqu'à aujourd'hui, dont 40.000 en Haute-Marne démontrent bien l'intérêt et l'inquiétude de près de 30% du corps électoral. Lors des manifestations: anti-poubelle le 24 septembre à Barle-Duc et le 20 mai à Chaumont, les liasses de signatures ont été déposées aux conseils généraux. Et que croyez-vous qu'il advint? Rien, bien sûr, à peine même une attitude polie. A Chaumont ce fut un dialogue de sourds exacerbant la moutarde du conseiller général PC haut-marnais, très impliqué dans la campagne, qui qualifia le président du conseil et sénateur UMP, Bruno Sido de "dictateur méprisant". Ce dernier a promis une consultation sur Bure, mais pas des citoyens. Le second sénateur départemental, Charles Guéné, également UMP, après l'adoption par le sénat de la loi qui prévoit un vote sur l'enfouissement par le parlement en 2015, se déclare pour une démocratie "participative", mais pas directe: "les collectivités locales, sollicitées par une campagne de pétitions pourront provoquer un référendum qui ne sera qu'indicatif, consultatif. Mais quelles collectivités locales? Les communes voisines? Le département? La région? Notre république reste une démocratie représentative et n'a pas versé dans la démocratie directe"(1). On pourrait bien sûr organiser un référendum sur la seule commune de Bure (une cinquantaine d'habitants)! Vraiment, le sieur Guéné se moque du monde.

Et pourtant... Dans sa délibération de 1997 le conseil général de Haute-Marne



exigeait "qu'en 2006 il y ait une consultation des populations". En sept. 2005, lors d'un débat public à Saint-Dizier, B.Sido affirmait: "je n'imagine pas un seul instant ne pas consulter la population sur un sujet aussi grave". Ch. Guéné, toujours en 2005, enchaînait: "nous finirons par accepter un référendum, c'est une ques-

sionnisme. Et pourtant... La loi Bataille a prévu la consultation des populations. Un leurre? Elle n'a en effet jamais défini précisément les modalités de cette consultation. D'où ce qui a été dénoncé au début: la pression par l'intéressement financier des collectivités et même des associations locales. D'où aujourd'hui un embarras certain devant le nombre de signataires (près de 30% du corps électoral en Haute-Marne, 25% en Meuse). D'où sans doute aussi la décision dans la nouvelle loi d'un référendum consultatif des populations prévu dans dix ans. Mais dans dix ans, beaucoup d'acteurs/opposants actuels seront-ils en mesure de continuer le combat? Auront-ils la sagesse de transmettre le flambeau? Les plus jeunes, encore plus concernés, s'en saisiront-ils? 2015 ne cache-t-il pas un nouveau piège? Donnons pour finir, la parole au conseiller général d'opposition, Luc Bouzon: "pour nous, c'est clair, le bras de fer continue". Ce doit être effectivement le mot d'ordre de tout anti-nucléaire.

J.F., le 6-6-06

Prochain festival anti-poubelle

L'occasion est à nouveau donnée, les 28, 29 et 30 juillet, à Bure de manifester son opposition au trou et à la m..... que certains veulent y glisser en participant au deuxième festival. Les organisateurs proposent: camping gratuit, concerts, conférences, expo à la Maison de la Résistance (au centre de Bure), stands, restauration bio, action de refus (dimanche). L'accès sera fléché depuis le faux labo de l'Andra.

Bref, il s'agira de venir nombreux pour se détendre et refuser un coup de force qui mettrait en péril nos descendants. Qu'on se le dise: le bouche à oreille est recommandé.

tion de bon sens populaire". Pour ne pas se sentir isolé sans doute, le député-maire UMP de Saint-Dizier, Cornut-Gentille, déclarait en mars 2006: "un référendum? Pourquoi pas. Il faut en étudier les conditions." Quant au représentant du canton le plus proche de Bure, A. Allemeersch, renouant avec ses origines paysannes, il se voulait menaçant: "ce n'est qu'un laboratoire. S'ils veulent enfouir, on prendra les fourches pour les en empêcher!". Ces différents rappels illustrent bien le double langage de ceux qui soutiennent, tout au moins qui laissent faire, la construction de la poubelle, feignant de s'interroger, voire de s'indigner. Démocratie et transparence se traduisent par autoritarisme et ambiguïté, opacité, secret. Ces gens-là ont l'art de l'illu-

(1) La démocratie n'est-elle pas "le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple"? "La démocratie bourgeoise, après avoir mis à bas le système féodal, n'a jamais eu de plus grand souci que de limiter au maximum ce "par le peuple", craignant pour ses privilèges nouveaux: le pouvoir économique et sa gestion. D'où son refus obstiné durant plus de deux siècles d'envisager toute perspective de démocratie directe, n'hésitant pas à l'occasion - la Commune de Paris en 1871 en est une triste illustration - à massacrer des milliers de gens et d'en envoyer des milliers d'autres au bûcher. C'est dire la crainte, encore aujourd'hui, de la classe des possédants pour le seul système de gouvernance qui serve les intérêts de la majorité de la population: la démocratie directe.

Social : Pernicieuses figures de la «modernité»

«Dans l'optique libérale, le chômage est une solution à préserver (comme machine à discipliner le salariat), pas un problème (social) à résoudre», écrit Emmanuel Pierru⁽¹⁾. Pour le sociologue lillois, «les batailles symboliques sur le dénombrement des chômeurs obéissent moins à des logiques purement techniques qu'à des stratégies politiques. On use de quelques artifices classificatoires et tours de main administratifs»⁽²⁾. Depuis plus de trois décennies, les gouvernants successifs ont entretenu et diffusé une «vision décollectivée», renvoyant les individus à leurs déficiences (réelles ou supposées), se dédouanant et exonérant le patronat de leurs responsabilités. En ces colonnes, quelques-unes des manifestations les plus criantes de ce «paradigme insertionnel disqualifiant et culpabilisant».

Certes, dans les Agences locales pour l'emploi, ce n'est pas exactement comme jadis à La Samaritaine⁽³⁾. On n'y «trouve» pas de «tout». Mais sur les présentoirs, une flopée de «guides pour agir», imprimés avec le soutien du Fonds social européen: «Comment réussir un entretien», «Comment répondre à une petite annonce», «Comment rédiger une lettre de motivation»... Chaque plaquette énumère les «erreurs à éviter», «les sept règles d'or» et fournit quelques trucs pour «bien se préparer». La plupart des recommandations enfoncent des portails grand ouverts.

Tous les chemins mènent-ils au ROME ?

Pour le(la) candidat(-e) à l'embauche, venu(-e) prendre la température, des dépliants comme «Les aides au reclassement de l'Assédic», «Vos droits et engagements» (notamment les motifs et la durée des radiations), assouvissent sa soif de savoirs. Combien de vocations l'une ou l'autre fiche sur des boulots spécifiques a-t-elle fait naître ? Grâce à la borne Internet, il(elle) peut se connecter au site «anpe.fr» (120 000 offres en ligne chaque jour), le logiciel «Rédac'CV» l'aide, au besoin, à boucler en trente minutes un curriculum vitae bien torché, le cas échéant sous diverses moutures. Permis également, l'accès gratuit au photocopieur. Byzance (non ?), grâce au «Plan d'aide de retour à l'emploi», en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2001 !... Parmi les outils de prédilection maniés avec dextérité par les agents lors des tête-à-tête : le ROME. Le Répertoire opérationnel des métiers et des emplois condense les compétences requises pour chaque profession. Ce document «unique en Europe», recense plus de onze mille références. Quelques codes ? Réceptionniste d'hôtel (13122), sommelier (13223), barmain (13224), professeur certifié ou agrégé de l'enseignement général (22121), footballeur professionnel (23141), journaliste de la presse ou de l'audiovisuel (32211), soigneur(-se) en parc zoologique (41125), tourneur-fraiseur (44121). La version papier de 1340 pages en quatre volumes, éditée par La Documentation française à Paris, coûte 182,94 euros. Pour le cédérom, il faudrait déboursier auprès de la Cegos à Issy-les-Moulineaux la bagatelle de 598,70 euros. Même pour quelqu'un(-e) qui ne renoncerait pas à la dépense, la possession de cette «bible» ne suffit évidemment point pour décrocher un CDI à temps plein, cet «horizon de toutes les formes de citoyen-

neté»⁽⁴⁾, dont se prévalent encore 80% des 24 921 000 salarié(-e)s de notre pays. Pour combien de temps ? Lorsqu'une entreprise bat de l'aile, que s'annoncent des restructurations «inévitables», que les actionnaires grognent devant le déclin des dividendes, que l'abandon de sites se concrétise, qu'il s'agit d'établir le casting des «indésirables», d'apaiser des craintes, d'endiguer de légitimes colères, voilà que débarquent des «consultant(-e)s» en costard-cravate ou tailleur cintré. Le reportage de Frédéric Dupuis, «Les sorciers du plan social» (49 minutes), pour *Lundi investigation* sur Canal Plus, diffusé le 10 avril 2006, apporte un éclairage sur les méthodes et l'impact des experts en audits. Des anciennes de chez Levi Strauss à La Bassée (Nord), à onze kilomètres de Lens, regroupées dans l'association «Les Mains bleues», se rencontrent régulièrement au café «La Gohellade» à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), tenu par l'une d'elles, Christelle Blain. Depuis la délocalisation, il y a sept ans, les célèbres jeans 501 sont confectionnés chez Denimko à Istanbul. En mai 1998, Robert Haas, le président de la firme de San Francisco, avait couvert de louanges les «541 merveilleuses personnes» (86% de femmes), les assurant de ses «meilleurs vœux pour le futur». Dix mois plus tard, le 12 mars 1999, il annonça la fermeture de la fabrique. Le cabinet Essel avait promis de reclasser environ 60% des couturières. Trente-cinq ont obtenu un CDI, moins d'un tiers n'ont décroché qu'un job des plus aléatoires. Salvatore Loddo, le fondateur, jure avoir «fait le maximum» et se vante que différentes administrations l'ont «remercié» pour sa mission qui lui a rapporté... 900 000 euros. Michèle Sevrette : «Ils ont profité de notre fragilité, nous avons été abruties par notre licenciement. Ils se sont moqués de nous». Le 24 août 2005, à Romans-sur-Isère, le tribunal de commerce avait placé l'usine de chaussures (haut de gamme) Charles Jourdan⁽⁵⁾ en redressement judiciaire (passif de 12,8 millions d'euros). Une équipe de la chaîne cryptée accompagne dans la Drôme Gérard Larcher, le ministre de l'Emploi, et son adjoint Thierry Michelon.

Ostensiblement convivial

Cent soixante-douze personnes, 40% de l'effectif, doivent prendre la porte. Dans l'ancien bâtiment de la Banque de France, prêté par la municipalité, une «cellule de reclassement» associant cinq conseillers de l'ANPE, quatre de BPI-Le Roy Consultants et une psychologue de l'Association

pour la formation professionnelle des adultes, tente de parer au plus pressé. Brigitte Maisand, une des «privées» : «On n'a pas de baguette magique. On va optimiser». Le summum de la foutaise : «La précarité, c'est aussi un moyen de retour à l'emploi, qui permet de rassurer, d'ouvrir le champ des possibles. Que ces personnes requièrent [sic !] confiance en elles». Il reste de la place dans l'atelier «Perfectionnement de la langue française» ?... Le suant second de Jean-Louis Borloo se soucie de l'axe de la caméra pour lancer un «C'est digne !» pour la postérité. Il a octroyé une enveloppe de 500 000 euros pour cette démarche. Depuis des lustres, l'ANPE n'exerçait plus le monopole en matière de placement⁽⁶⁾. Parmi les «innovations» du «Plan de cohésion sociale», promu le 18 janvier 2005, la formalisation de cet état de fait tout comme des accords avec des cabinets de management. Quelques-uns se goinfrent une grosse part du gâteau. Depuis le 17 février 2005, Ingeus de Brisbane (Australie) «pilote» trois mille allocataires de l'UNEDIC à Lille et autant à Rouen. Les «kangourous» ont écarté d'emblée les non-indemnisé(-e)s⁽⁷⁾, priorisant les lourdé(-e)s ayant devant eux(elles) au moins quinze mois de droits (période maximale : vingt-trois mois). Ils perçoivent 5800 euros lorsque le demandeur n'a pas jeté l'éponge après sept mois. Sinon, ils conservent la moitié des sommes engrangées lors du démarrage. Jean-Pierre Revoil, le directeur de l'UNEDIC, jauge le deal «rentable» même si la durée d'indemnisation n'est réduite que de cinq mois. Un collaborateur(-trice) d'Ingeus suit au maximum une soixantaine de personnes contre deux cent-cinquante pour un(-e) conseiller(-ère) de l'ANPE. Les prestations de cette dernière ne coûtent que 700 euros. L'accueil dans le cabinet se veut ostensiblement convivial (boissons à disposition pour détendre l'atmosphère), les entretiens se déroulent dans une pièce à l'abri des oreilles indiscretes. Dans les ALE, des cloisons amovibles délimitent l'espace exigu réservé aux face-à-face. Des concurrents jouissent également de la manne publique : les Néerlandais de Maatwerk, Etap/Carrières, Altedia. Un des objectifs majeurs : pourvoir les «métiers en tension», telle que l'hôtellerie-restauration, championne toutes catégories du turn-over. La dernière nommée a été entantée en 1992 par Raymond Soubie, ex-conseiller social de Jacques Chirac et Raymond Barre. L'idée de la réforme de la sécurité sociale en 1995 aurait germé dans son cerveau. On sait ce qu'il advint du

«plan Juppé/Notat». Au printemps 2003, François Fillon lui confia la communication pour la refonte des retraites, un marché de 15 millions. Depuis le 6 octobre 2005, il préside le Conseil d'orientation pour l'emploi. Altedia, qui appartient au réseau Lee Hecht Harrison (slogan «*It's all about performance*»), présent dans 45 pays, a été racheté, en janvier 2005, par le géant helvétique Adecco. Elle s'enorgueillit d'avoir été, le 30 juin 2000, la première firme française du secteur à émarquer dans les cotations boursières. Une des prestations les plus prisées sur les tablettes des principaux profiteurs du business né sur le terreau de la «*crise*» : le «*bilan de compétences*». Destiné aussi bien aux chômeur(-se)s qu'aux salarié(-e)s en quête de reconversion, il consiste en une «*lecture au présent de l'expérience passée*». Lors des colloques singuliers, le «*coach*» invite le(la) stagiaire à décliner son cursus, à se remémorer les temps forts, les périodes moins fastes, à énumérer ses atouts comme ses carences. En le(la) soumettant à des «*tests de personnalité*», il espère cerner le psychisme de «*l'élève*» par le biais de grilles d'évaluation-standard.

DISCRIMINATION POSITIVE



«Proactif» sur le «marché caché»...

Une des méthodes, le «*Myers-Briggs Type Indicator*»⁽⁸⁾, comporte, dans la liste des «*défauts que vous n'appréciez pas chez autrui*», «*fonctionnaire*» et «*revendicatif*», à côté de «*d'inintelligent*», «*condescendant*», «*velléitaire*», «*fourbe*» !... Les coûts varient, d'un opérateur à l'autre, en fonction de la formule (financement par l'ANPE ou les fonds de formation internes, soit en free lance). Chez Altedia, pour un «*audit introspectif*» poussé, la facture peut atteindre... 5000 euros. Pour ce tarif-là, je suppose que l'examineur/chirurgien décortique au scalpel et à scanner le subconscient du patient jusqu'au tréfonds. Attention à la casse en aval !... Car si à l'issue de ces brainstormings, muni des conclusions du master, on ne parvient pas à se hisser en pôle-position dans l'antichambre des embaucheurs, c'est qu'il y

a un «*bug*» inquiétant. Le discours que répand la vulgate ultra-libérale instille l'imperatif de l'autonomie du sujet, régisseur, vaille que vaille, de son parcours et de son destin. S'adapter aux mutations, devenir «*proactif*», multiplier les fouilles pour dénicher ce que recèle le fameux «*marché caché*» (70% des offres ne paraîtraient pas dans les journaux !), «*mobiliser son réseau*»... Ayant participé, le 2 mai 2005, à une journée organisée par Roger Hellot, le boss d'Arca Conseil de Rosheim (Bas-Rhin), je témoigne de la prégnance de ces gimmicks, y compris chez ceux qui ne se gaussent pas ouvertement des «*trajectoires atypiques*». Le précepte récurrent, «*Savoir se vendre, tout un art !*», affiché en gras sur la couverture du magazine *Management* de ce mois, transforme chaque postulant(-e) en vecteur de son propre spot publicitaire. Derrière les exhortations à ne point se «*décourager*», sourd un message subliminal accusateur : «*Si tu restes en rade, tu ne dois qu'à ton incapacité, ta maladresse, voire ta flemmardise, de ne pas goûter aux joyusetés du turbin !...*». Et puis, pourquoi ne pas se muer carrément en «*responsable des ressources humaines*» ? Le Centre d'études supérieures industrielles, doté de 24 sites répartis dans 22 départements, offre, via les sept écoles de son Institut européen de management social, pour 5900 euros, un cycle de dix mois, incluant obligatoirement deux stages en entreprise (à chaque étudiant(-e) de se débrouiller !), débouchant sur un diplôme validant. Il ne me semble pas superfétatoire de mentionner que le CESI est l'actionnaire principal du consortium luxembourgeois Agenor SA, attributaire d'un contrat d'assistance techni-

que, du 1^{er} juin 1995 au 31 mai 2000, dans le cadre du programme «*Leonardo da Vinci*», sous l'égide d'Edith Cresson. Les agissements de Miss «*Rien à cirer*» déclenchèrent le scandale qui avait abouti à la destitution, par le Parlement européen, le 15 mars 1999, de la commission bruxelloise présidée par Jacques Santer⁽⁹⁾. La «*modernité*» suscite aussi des pratiques des plus perverses. Accessible depuis début novembre 2005, le site (gratuit) JobDealer avait annoncé : «*La chasse est ouverte*». Quiconque accepte de vendre ses services pour les émoluments les plus modiques se ménage des chances optimales de décrocher la timbale. Le SMIC constitue néanmoins le plancher. L'ingénieure en informatique Sandrine Lepit (28 ans), responsable marketing du portail, affirme hypocritement qu'elle souhaite offrir davantage de «*transparence*» et non tirer obligatoirement les émoluments vers le bas !... L'idée

de cette variante sur le marché du travail émane de Fabian Löw (31 ans), qui avait lancé, en octobre 2004, JobDumping à Münster (Rhénanie du Nord-Westphalie). Il a étudié les sciences sociales à l'Université catholique de sa cité, mais n'éprouve aucun scrupule d'ordre moral. Il discerne plutôt dans son projet «*une œuvre de quasi-salut public*», moyennant espèces sonnantes et trébuchantes. Toutefois, les enchères inversées en ligne sont désormais proscrites en France. Nathalie Kosciusko-Morizet, députée UMP de l'Essonne, avait déposé un amendement, le 23 janvier, inclus dans la loi du 21 avril 2006 afférente à l'accès des jeunes à la vie active. Le leader mondial du recrutement sur le web s'appelle... «*monster*». Ah, la sémantique !...

(1) *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Editions du Croquant à Bellecombe-en-Bauges, janvier 2005, 224 pages, 12 euros.

(2) *Je les ai exposés dans mon article «Cohésion» ou...coercition «sociale»?», inséré dans ACC de mai 2006. En avril, selon les tripatouillages usuels, le chômage aurait poursuivi sa décrue (moins 26 300, 1,1% par rapport à mars) s'établissant, avec 2 262 000 «demandeurs d'emploi» de la catégorie 1, à 9,3%, le niveau le plus bas depuis juin 2002. Au moment de boucler ce dossier, j'apprends qu'hier de nombreux agents de l'ANPE ont fait grève pour dénoncer le «suivi mensuel» s'apparentant à un «outil de flicage des chômeurs».*

(3) *La Samaritaine, œuvre en 1869 d'Ernest Cognacq et Marie-Louise Jay, dressait fièrement ses 48 000 mètres carrés sur dix étages en bord de Seine. Absorbée en 2001 par Louis Vuitton Moët Hennessy de Bernard Arnault, une des plus grosses fortunes de la planète, la première dans l'Hexagone (21,5 milliards d'euros), elle a cessé ses activités, le 15 juin 2005, pour «une longue durée», because «mise en conformité et aux normes de sécurité»... Un nouveau magasin, qui rompra avec la tradition, ouvrira à...l'automne 2011 près du Pont-Neuf.*

(4) Emmanuel Pierru dans l'essai précité.

(5) *Le 28 octobre 2005, le groupe genevois Avendis Capital a repris le chausseur de luxe, s'engageant à maintenir 145 emplois à Romans-sur-Isère.*

(6) *L'organisme, créé le 13 juillet 1967, ne traite plus que 40% des vacances de postes. L'intérim mériterait une étude approfondie. Les deux millions de salarié(-e)s, qui gagnent ainsi leur pain, génèrent annuellement plus de 18 milliards de chiffres d'affaires. La prospérité de Manpower, VédiorBis, Adia, Adecco, Creyfs, Synergie and co ne cesse d'enfler.*

(7) *Seuls 43% des inscrits aux Assédic touchent des subsides.*

(8) *Mis au point en 1942 par Isabel Briggs Myers et sa maman Katherine Cook Briggs à Swarthmore, un faubourg de Philadelphie.*

(9) *Cf. mon papier «L'Europe à hue et à dia» in ACC d'avril 1999, lisible sur la toile.*

Rencontres et lectures à contre courant

Les trous de mémoires

En avril 1961 paraissait aux Editions de Minuit *“Les Egorgeurs”*. Cet ouvrage, salué par la critique: “Le Monde”, “Le Canard Enchaîné”, “Le Monde Libertaire”, était saisi quelque jours après sa sortie pour avoir dénoncé la torture en Algérie. Avec *“Les trous de Mémoires”* Benoist Rey reprend la parole et raconte. Il se raconte aussi. A travers l’histoire de sa vie, il brosse un tableau original de la vie politique et sociale en France de 1938 à 1972, comblant ainsi certains trous de la mémoire collective. Ecrit dans une langue simple, alerte, sans artifices, c’est aussi une oeuvre littéraire de grande qualité qui mérite sa place dans notre mémoire.

La mort de l’asile

La mort de l’asile - Histoire de l’Antipsychiatrie (Jacques DELAGE DE LA HAYE). Après avoir passé onze ans et demi en prison, l’auteur a été psychologue au CHS de Ville-Evrard et chargé de cours à l’Université de Paris VII. Ici comme ailleurs il a toujours dénoncé l’enfermement sous toutes ses formes. Dans ce livre où se mêlent souvenirs personnels et analyses théoriques, l’auteur nous raconte l’histoire peu connue de l’antipsychiatrie. Et si l’asile aujourd’hui été largement remplacé par des lieux d’accueil plus humains, tout n’est pas pour autant gagné. Pire, à l’heure du délire tout sécuritaire savamment orchestré par les maîtres du monde, la bataille s’annonce bien âpre. Aussi, dans un tel contexte, la sortie de ce livre de combat est bienvenue.

Emile Pouget

Emile Pouget, la Plume rouge et noire du “Père Peinard” (Xose ULLA QUIBEN). L’auteur brosse dans ce livre de 432 pages une passionnante biographie du fondateur du célèbre “Père Peinard” et de la CGT. Né en 1860, Emile Pouget restera à jamais marqué par le procès des communards de Narbonne. A Paris il sera condamné à 8 ans de prison pour avoir protégé Louise Michel lors d’une manifestation des Sans Travail. Il ne cessera d’affûter sa plume rouge et noire pour donner vie au virulent “Père Peinard”, journal pamphlétaire, et soutenir les petites gens. Qualifié d’individu dangereux par le préfet de l’Aveyron dans une lettre au ministre de l’Intérieur en mars 1894, il l’était sans doute pour avoir ouvert la voie au syndicalisme révolutionnaire en fondant la CGT.

Ces trois livres sont disponibles aux “Editions Libertaires”, 35 allée de l’Angle, Chaucre, 17190 St Georges d’Oléron. Tél. 05 46 76 73 10 Prix: 12 euros pour le premier, 10 pour le second et 15 pour le troisième. Ajouter 10% pour le port.

Marx et le fétichisme

En cette époque de marchandisation du monde, l’actualité de Marx tient tout entière dans les phrases par lesquelles débute Le Capital: «*La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s’annonce comme une immense accumulation de marchandises. L’analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse sera par conséquent le point de départ de nos recherches*». Marx ne s’en tient pas à une analyse «économique» du capitalisme. Pour lui la marchandise n’est pas la forme naturelle des produits du travail, mais une forme sociale particulière, générée par la production capitaliste. Et pourtant tout se passe comme s’il était naturel que ces produits se présentent sous la forme marchandises possédant une valeur. Pour Marx, la marchandise, comme «chose sociale» a un «caractère fétiche» dont il faut percer le secret en analysant les particularités des rapports de production capitalistes. Marx ne considère pas ceux-ci comme de simples rapports «économiques», mais comme

des rapports sociaux. C’est-à-dire comme des rapports qui structurent d’une certaine façon l’objectivité du social, mais également les formes de socialisation des individus.

C’est cette dimension de l’analyse de Marx que veut restituer l’auteur. *Marx et le fétichisme* (206 pages, 20 euros) d’*Artous Antoine* est paru aux éditions Syllepse. Disponible en librairie ou sur www.syllepse.net Pour accéder à l’ouvrage sur le site, cliquer sur son titre.

Mémoires sociales

C’est le titre d’un film documentaire coproduit par “Sans Canal Fixe” (un collectif de réalisateurs indépendants de Touraine), “Un autre monde” (une association qui anime un bar alternatif) et le syndicat SUD-PTT 36-37. Ce film retrace la vie de deux militants qui n’ont

été ni des idéologues, ni des leaders charismatiques, mais qui ont participé à des mouvements politiques importants: Emilio Marco nous parle de l’Espagne révolutionnaire de 1936, de la résistance en Touraine et de son exil. Guy Denizeau “maire malgré lui” d’une petite commune, libre penseur a été l’un des tout dernier compagnon de Marius Jacob.

Les deux “papys” libertaires ont gardé, malgré les désillusions et le poids des années, un même regard mutin où transparait encore la révolte et la joie de se tenir debout. “Mémoires sociales” est disponible sur support DVD ou sur cassette VHS pour 10 euros. Contact: Sans Canal Fixe 32 rue Jean-Jacques Noirmant 37000 TOURS (Tél 02 47 05 24 78) ou, par courriel: sudptt.36-37@wanadoo.fr

Planète sexe. *Tourismes sexuels, marchandisation et déshumanisation des corps*

Quand on parle du tourisme sexuel, tout le monde s’accorde à dire que c’est un fléau planétaire qu’il faut combattre. Or c’est une industrie multinationale en pleine expansion... A tel point d’ailleurs qu’il serait plus juste de dire que nous vivons une époque de *libéralisation* sexuelle plutôt que de libération ou de liberté sexuelle. Le tourisme sexuel, c’est quoi exactement?

C’est à cette question que répond Franck MICHEL (anthropologue et enseignant à l’Université de Corse) dans son ouvrage «*Planète sexe. Tourismes sexuels, marchandisation et déshumanisation des corps*»

Aujourd’hui, le touriste sexuel n’a que l’embarras du choix. Le marché s’étend et se diversifie: une internationalisation de l’offre prostitutionnelle, avec des corps de plus en plus jeunes, entièrement disponibles, aux quatre coins du globe.

Hypocrisie d’un système de valeurs fondé sur la consommation de biens à outrance, un système du tout-business où les biens à consommer sont des êtres humains, avatar du capitalisme sauvage, le tourisme sexuel prospère sur les décombres des désillusions du «développement» et du «progrès» et s’apparente bien souvent à une véritable invasion du Sud par le Nord. Il permet aux Occidentaux qui ont, ici ou là, perdu la bataille de la colonisation, de reprendre pied dans leurs anciennes (et nouvelles) possessions, avec une conquête en vue: celle des corps.

Paru aux Editions Homnisphères (21 rue Mademoiselle 75015 PARIS Tél: 01 46 63 66 57 & Fax: 01 46 63 76 19; vous trouverez des extraits de l’ouvrage sur le site www.homnispheres.com; courriel: info@homnispheres.com). Collection Expression Directe - 264 pages - ISBN: 2-915129-14-2 - Prix: 17 euros.

Une intégration réussie



BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 29/06/2006



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J.M DELAYE / J. FORTCHANTRE
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

Sommaire

- Page 1 Edito
Page 2 à 10 Penser le communisme, le socialisme
aujourd'hui,
avec, page 3 : Les formes actuelles de la
question "socialisme et barbarie",
puis, page 6 : Faire face aux défis théoriques et
politiques contemporains,
et enfin page 8 : Le champ de travail
Page 11 et 12 Nucléaire et dictature soporifique
Page 13 et 14 Social : Pernicieuse figures
de la modernité
Page 15 Rencontres et Lectures
Page 16 Résistons avec RESF, par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE